




MEDIENSPIEGEL

03.08.2018

Schweizerische Offiziersgesellschaft
Generalsekretariat SOG
Kapellenstrasse 14
Postfach
3001 Bern

Lieferschein-Nr.: 10961621 Ausschnitte: 3
Auftrag: 3007490 Folgeseiten: 3
Themen-Nr.: 330.3 Total Seitenzahl: 6

	29.07.2018	24heures.ch L'armée suisse veut attirer plus de femmes	01
	29.07.2018	Le Matin Dimanche L'armée veut séduire les femmes. À l'avenir toutes les jeunes Suissesses seront ...	03
	28.07.2018	tdg.ch L'armée suisse veut attirer plus de femmes	05



L'armée suisse veut attirer plus de femmes

L'armée compte moins de 1% de femmes. Pour doper les effectifs, les cantons veulent les sensibiliser à une carrière militaire. Les Romandes seront toutes approchées d'ici à 2020.

L'armée veut séduire les femmes. À l'avenir toutes les jeunes Suissesses seront invitées à une journée d'information. Mais à leurs frais!

Par Florent Quiquerez ABO+

Bien qu'elles ne soient pas astreintes au service, les Suissesses seront bientôt toutes conviées à une journée d'information sur l'armée. La décision a été prise fin mai par la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs pompiers. L'objectif est clair: convaincre plus de femmes de se lancer dans une carrière militaire.

Cette journée d'information est obligatoire pour les garçons, qui sont tous convoqués avant leurs 18 ans. Concernant les filles, les pratiques varient d'un canton à l'autre. Selon nos recherches, le Jura et Neuchâtel devront se mettre à jour. «Aujourd'hui, nous ne les invitons pas, reconnaît Thierry Michel, chef du Service de la sécurité civile et militaire de Neuchâtel. Un projet devrait être développé d'ici à l'année prochaine.» Dans le canton voisin, Ludovic Monteiro, responsable des journées d'information, explique que les Jurassiennes ne sont informées «que par leurs proches ou par le bouche-à-oreille». Un changement est prévu pour 2020 à 2021.

Ailleurs en Romandie, les filles sont déjà conviées. Le dernier canton à s'y être mis, c'est Genève en 2015. Vaud, lui, fait du zèle. «Nous avons toujours envoyé un courrier à toutes les Vaudoises âgées de 16 ans, explique Denis Froidevaux, chef du service de la sécurité civile et militaire. Depuis cette année, nous envoyons un deuxième courrier lorsqu'elles ont 18 ans.» Une centaine assistera à cette journée en 2018. Le double par rapport à 2017.

Le taux de participation varie beaucoup d'un canton à l'autre. Il est, par exemple, de 2 à 3% à Fribourg et à Genève, et monte à 10% dans le Jura bernois. Comme le pourcentage diminue encore pour celles qui font effectivement l'école de recrues, l'idée a été évoquée de rendre obligatoire cette journée pour les filles aussi. Mais un avis de droit ayant conclu qu'une telle mesure nécessiterait un amendement de la Constitution, la piste a été écartée, au profit d'une invitation généralisée. «Politiquement, cette question est encore très sensible, mais c'est dans l'intérêt national d'ouvrir ce bastion masculin aux femmes, plaide Denis Froidevaux. Il s'agit d'attirer de nouveaux talents.» Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers, précise: «On manque de spécialistes en cyberdéfense, mais aussi de médecins, de vétérinaires. Contrairement aux idées reçues, la réforme de l'armée ne va pas réduire nos besoins en effectifs.»

La balle est dans le camp du Parlement

Reste que si tous les cantons se sont engagés à convier les filles, ces dernières restent discriminées par rapport aux garçons. «Elles ont le trajet payé, et reçoivent une collation, mais elles doivent prendre congé, explique Romain Saunier, responsable de ce dossier dans le Jura bernois. Leur présence à cette journée est liée au bon vouloir du patron.» Étant contraints de participer, les garçons sont eux obligatoirement libérés par l'employeur, et rémunérés par les allocations pertes de gain.

Là aussi, les cantons aimeraient changer la pratique, mais le processus est long et compliqué. Il faut changer le Code des obligations et la loi sur les allocations perte de gain. La balle est dans le camp du Parlement. «Nous avons approché plusieurs élus pour les sensibiliser, explique Stefan Holenstein. Nous continuerons à le faire à la rentrée pour maintenir la pression».



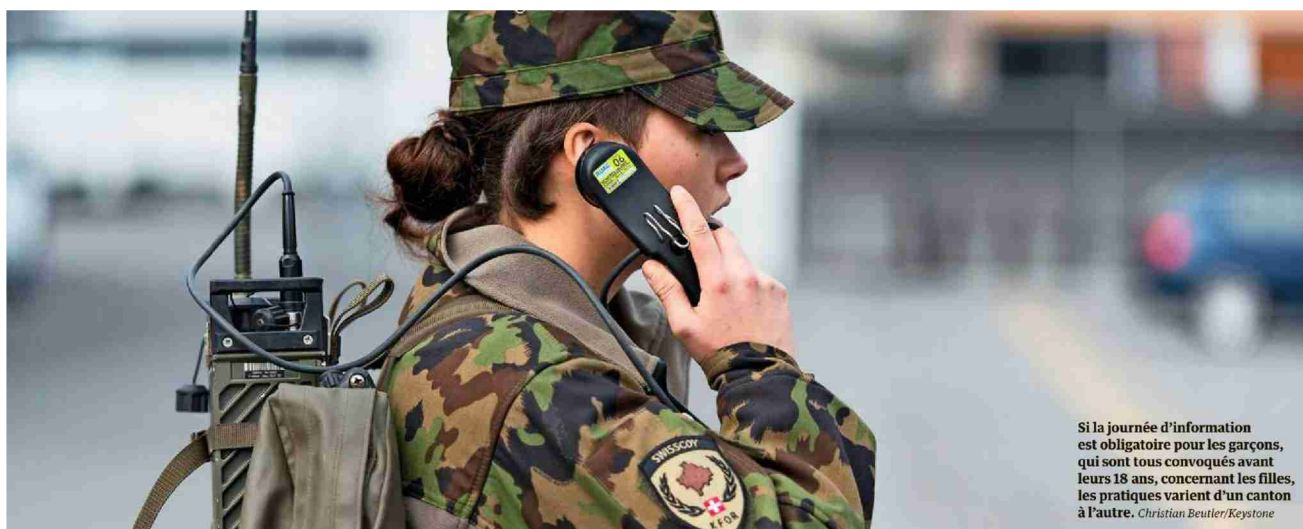
Attirer plus de femmes dans l'armée, même le Conseil fédéral y songe sur la base du «modèle norvégien». Depuis le 1er janvier 2015, ce pays oblige en effet les femmes à servir. «C'est une piste parmi d'autres, relativise Renato Kalbermatten, porte-parole du Département de la défense (DDPS). Nous verrons d'ici à 2020 s'il vaut la peine de poursuivre cette idée.»

Du côté des élus, la démarche des cantons est saluée par la droite. «Tant qu'elle reste facultative, cette invitation est positive, réagit Raymond Clottu (UDC/NE). Je rencontre encore trop souvent des jeunes femmes qui ne savent pas qu'une carrière militaire est possible.» Elle aussi membre de la commission de politique de sécurité, Lisa Mazzone (Verts/GE) se montre plus critique. «C'est un premier pas vers la conscription pour les femmes, ce dont rêvent certains au sein de l'armée et du DDPS. Derrière cette idée faussement égalitaire se cache l'obsession de l'armée de recruter un maximum de personnes. Une hérésie alors que le rôle de cette armée à l'ancienne est toujours moins clair.» Ce qui interpelle aussi celle qui fait partie du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et qui milite pour une abolition de l'obligation de servir, c'est l'intérêt de recruter davantage de monde, alors que nombreux militaires rapportent déjà qu'ils manquent d'occupations durant leurs obligations. (TDG)

Créé: 28.07.2018, 23h00



L'armée veut séduire les femmes. À l'avenir toutes les jeunes Suissesses seront invitées à une journée d'information. Mais à leurs frais!



Si la journée d'information est obligatoire pour les garçons, qui sont tous convoqués avant leurs 18 ans, concernant les filles, les pratiques varient d'un canton à l'autre. *Christian Beutler/Keystone*

RECRUTEMENT L'armée compte moins de 1% de femmes. Pour doper les effectifs, les cantons veulent les sensibiliser à une carrière militaire. Les Romandes seront toutes approchées d'ici à 2020.

FLORENT QUIQUEREZ

florent.quiquerez@lematindimanche.ch

Bien qu'elles ne soient pas astreintes au service, les Suissesses seront bientôt toutes conviées à une journée d'information sur l'armée. La décision a été prise fin mai par la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs pompiers. L'objectif est clair: convaincre plus de femmes de se lancer dans une carrière militaire.

Cette journée d'information est obligatoire pour les garçons, qui sont tous convoqués avant leurs 18 ans. Concernant les filles, les pratiques varient d'un canton à l'autre. Selon nos recherches, le Jura et

Neuchâtel devront se mettre à jour. «Aujourd'hui, nous ne les invitons pas, reconnaît Thierry Michel, chef du Service de la sécurité civile et militaire de Neuchâtel. Un projet devrait être développé d'ici à l'année prochaine.» Dans le canton voisin, Ludovic Monteiro, responsable des journées d'information, explique que les Jurassiennes ne sont informées «que par leurs proches ou par le bouche-à-oreille». Un changement est prévu pour 2020 à 2021.

Ailleurs en Romandie, les filles sont déjà conviées. Le dernier canton à s'y être mis, c'est Genève en 2015. Vaud, lui, fait du zèle. «Nous avons toujours envoyé un courrier à toutes les Vaudoises âgées de 16 ans, explique Denis Froidevaux, chef du service de la sécurité civile et militaire. Depuis cette année, nous envoyons un deuxième courrier lorsqu'elles ont 18 ans.» Une centaine assistera à cette journée en 2018. Le double par rapport à 2017.

Le taux de participation varie beaucoup d'un canton à l'autre. Il est, par exemple, de



2 à 3% à Fribourg et à Genève, et monte à 10% dans le Jura bernois. Comme le pourcentage diminue encore pour celles qui font effectivement l'école de recrues, l'idée a été évoquée de rendre obligatoire cette journée pour les filles aussi. Mais un avis de droit



«On manque de spécialistes en cyberdéfense, mais aussi de médecins, de vétérinaires»

Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers ayant conclu qu'une telle mesure nécessiterait un amendement de la Constitution, la piste a été écartée, au profit d'une invitation généralisée. «Politiquement, cette question est encore très sensible, mais c'est dans l'intérêt national d'ouvrir ce bastion masculin aux femmes, plaide Denis Froidevaux. Il s'agit d'attirer de nouveaux talents.» Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers, précise: «On manque de spécialistes en cyberdéfense, mais aussi de médecins, de vétérinaires. Contrairement aux idées reçues, la réforme de l'armée ne va pas réduire nos besoins en effectifs.»

La balle est dans le camp du Parlement

Reste que si tous les cantons se sont engagés à convier les filles, ces dernières restent discriminées par rapport aux garçons. «Elles ont le trajet payé, et reçoivent une collation, mais elles doivent prendre congé, explique Romain Saunier, responsable de ce dossier dans le Jura bernois. Leur présence à cette journée est liée au bon vouloir du patron.» Étant contraints de participer, les garçons sont eux obligatoirement libérés par l'employeur, et rémunérés par les allocations pertes de gain.

Là aussi, les cantons aimeraient changer la pratique, mais le processus est long et compliqué. Il faut changer le Code des obligations et la loi sur les allocations perte de gain. La balle est dans le camp du Parlement. «Nous avons approché plusieurs élus pour les sensibiliser, explique Stefan Holenstein. Nous continuerons à le faire à la rentrée pour maintenir la pression.»

Attirer plus de femmes dans l'armée, même le Conseil fédéral y songe sur la base du «modèle norvégien». Depuis le 1er janvier 2015, ce pays oblige en effet les femmes à servir. «C'est une piste parmi d'autres, relativise Renato Kalbermatten, porte-parole du Département de la défense (DDPS). Nous verrons d'ici à 2020 s'il vaut la peine de poursuivre cette idée.»

Du côté des élus, la démarche des cantons est saluée par la droite. «Tant qu'elle reste facultative, cette invitation est positive, réagit Raymond Clottu (UDC/NE). Je rencontre encore trop souvent des jeunes femmes qui ne savent pas qu'une carrière militaire est possible.» Elle aussi membre de la commission de politique de sécurité, Lisa Mazzone (Verts/GE) se montre plus critique. «C'est un premier pas vers la conscription pour les femmes, ce dont rêvent certains au sein de l'armée et du DDPS. Derrière cette idée faussement égalitaire se cache l'obsession de l'armée de recruter un maximum de personnes. Une hérésie alors que le rôle de cette armée à l'ancienne est toujours moins clair.» Ce qui interpelle aussi celle qui fait partie du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et qui milite pour une abolition de l'obligation de servir, c'est l'intérêt de recruter davantage de monde, alors que nombreux militaires rapportent déjà qu'ils manquent d'occupations durant leurs obligations.

En chiffres

0,7%
des militaires sont des femmes en Suisse, contre 18% en Suède.

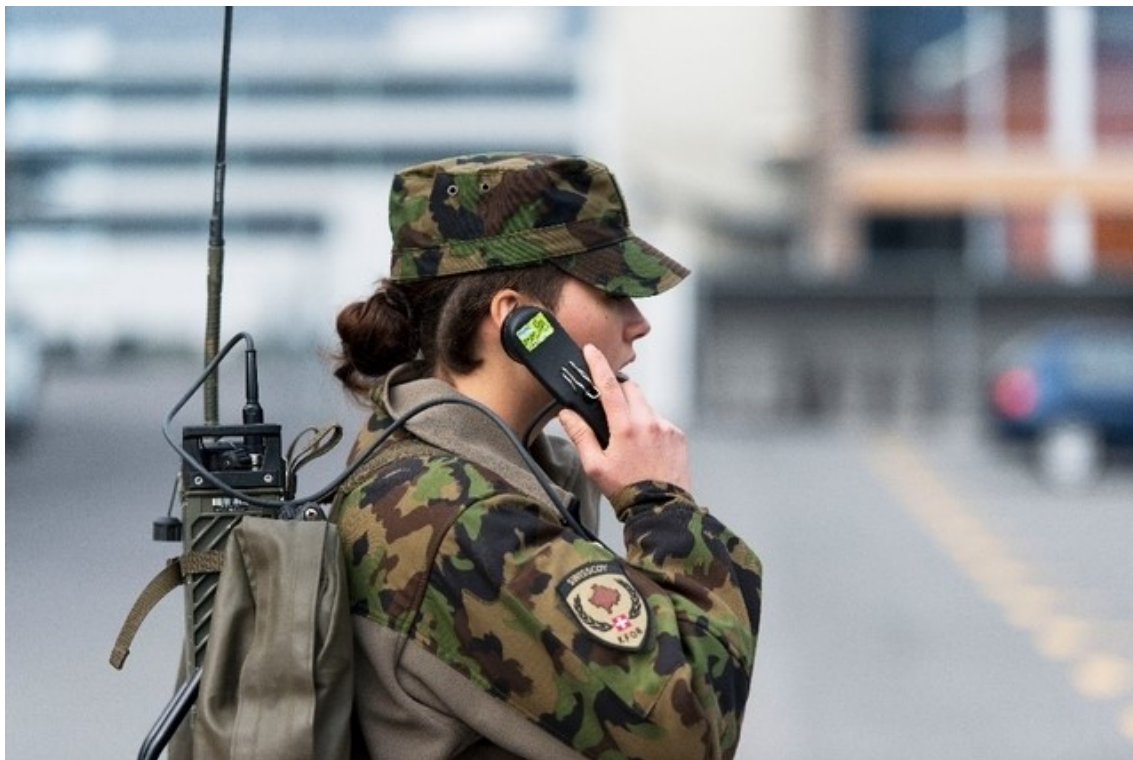
995
femmes servent actuellement sous les drapeaux. 60% sont des gradées.

250
femmes sont entrées dans l'armée en 2017. Un record.

74%
des femmes seraient opposées à un service obligatoire selon un sondage de 2015.

L'armée suisse veut attirer plus de femmes

L'armée compte moins de 1% de femmes. Pour doper les effectifs, les cantons veulent les sensibiliser à une carrière militaire. Les Romandes seront toutes approchées d'ici à 2020.



L'armée veut séduire les femmes. À l'avenir toutes les jeunes Suissesses seront invitées à une journée d'information. Mais à leurs frais!

Par Florent Quiquerez

Bien qu'elles ne soient pas astreintes au service, les Suissesses seront bientôt toutes conviées à une journée d'information sur l'armée. La décision a été prise fin mai par la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs pompiers. L'objectif est clair: convaincre plus de femmes de se lancer dans une carrière militaire.

Cette journée d'information est obligatoire pour les garçons, qui sont tous convoqués avant leurs 18 ans. Concernant les filles, les pratiques varient d'un canton à l'autre. Selon nos recherches, le Jura et Neuchâtel devront se mettre à jour. «Aujourd'hui, nous ne les invitons pas, reconnaît Thierry Michel, chef du Service de la sécurité civile et militaire de Neuchâtel. Un projet devrait être développé d'ici à l'année prochaine.» Dans le canton voisin, Ludovic Monteiro, responsable des journées d'information, explique que les Jurassiennes ne sont informées «que par leurs proches ou par le bouche-à-oreille». Un changement est prévu pour 2020 à 2021.

Ailleurs en Romandie, les filles sont déjà conviées. Le dernier canton à s'y être mis, c'est Genève en 2015. Vaud, lui, fait du zèle. «Nous avons toujours envoyé un courrier à toutes les Vaudoises âgées de 16 ans, explique Denis Froidevaux, chef du service de la sécurité civile et militaire. Depuis cette année, nous envoyons un deuxième courrier lorsqu'elles ont 18 ans.» Une centaine assistera à cette journée en 2018. Le double par rapport à 2017.



Le taux de participation varie beaucoup d'un canton à l'autre. Il est, par exemple, de 2 à 3% à Fribourg et à Genève, et monte à 10% dans le Jura bernois. Comme le pourcentage diminue encore pour celles qui font effectivement l'école de recrues, l'idée a été évoquée de rendre obligatoire cette journée pour les filles aussi. Mais un avis de droit ayant conclu qu'une telle mesure nécessiterait un amendement de la Constitution, la piste a été écartée, au profit d'une invitation généralisée. «Politiquement, cette question est encore très sensible, mais c'est dans l'intérêt national d'ouvrir ce bastion masculin aux femmes, plaide Denis Froidevaux. Il s'agit d'attirer de nouveaux talents.» Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers, précise: «On manque de spécialistes en cyberdéfense, mais aussi de médecins, de vétérinaires. Contrairement aux idées reçues, la réforme de l'armée ne va pas réduire nos besoins en effectifs.»

La balle est dans le camp du Parlement

Reste que si tous les cantons se sont engagés à convier les filles, ces dernières restent discriminées par rapport aux garçons. «Elles ont le trajet payé, et reçoivent une collation, mais elles doivent prendre congé, explique Romain Saunier, responsable de ce dossier dans le Jura bernois. Leur présence à cette journée est liée au bon vouloir du patron.» Étant contraints de participer, les garçons sont eux obligatoirement libérés par l'employeur, et rémunérés par les allocations pertes de gain.

Là aussi, les cantons aimeraient changer la pratique, mais le processus est long et compliqué. Il faut changer le Code des obligations et la loi sur les allocations perte de gain. La balle est dans le camp du Parlement. «Nous avons approché plusieurs élus pour les sensibiliser, explique Stefan Holenstein. Nous continuerons à le faire à la rentrée pour maintenir la pression».

Attirer plus de femmes dans l'armée, même le Conseil fédéral y songe sur la base du «modèle norvégien». Depuis le 1er janvier 2015, ce pays oblige en effet les femmes à servir. «C'est une piste parmi d'autres, relativise Renato Kalbermatten, porte-parole du Département de la défense (DDPS). Nous verrons d'ici à 2020 s'il vaut la peine de poursuivre cette idée.»

Du côté des élus, la démarche des cantons est saluée par la droite. «Tant qu'elle reste facultative, cette invitation est positive, réagit Raymond Clottu (UDC/NE). Je rencontre encore trop souvent des jeunes femmes qui ne savent pas qu'une carrière militaire est possible.» Elle aussi membre de la commission de politique de sécurité, Lisa Mazzone (Verts/GE) se montre plus critique. «C'est un premier pas vers la conscription pour les femmes, ce dont rêvent certains au sein de l'armée et du DDPS. Derrière cette idée faussement égalitaire se cache l'obsession de l'armée de recruter un maximum de personnes. Une hérésie alors que le rôle de cette armée à l'ancienne est toujours moins clair.» Ce qui interpelle aussi celle qui fait partie du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et qui milite pour une abolition de l'obligation de servir, c'est l'intérêt de recruter davantage de monde, alors que nombreux militaires rapportent déjà qu'ils manquent d'occupations durant leurs obligations. (TDG)

Créé: 28.07.2018, 23h00

Par Florent Quiquerez